



Union
syndicale
Solidaires 37



Tours, le 02/12/2020

Retrait total de la Loi de sécurité globale Non à la remise en cause des droits sociaux

Nous étions nombreuses et nombreux le 28 novembre à Tours comme partout en France pour obtenir le retrait total du projet de loi de sécurité globale, s'opposer aux dérives autoritaires, liberticides et aux violences policières et racistes.

Ce projet de loi de sécurité globale s'inscrit dans le cadre de cet état d'urgence sanitaire qui ne vise au final qu'à tenter de juguler la profonde crise sociale qui traverse tout le pays.

Nous affrontons une crise sans précédent qui a une nouvelle fois révélé les profondes inégalités de notre société, en Touraine comme ailleurs.

Le grand patronat profite de l'épidémie pour restructurer la production, licencier en masse et s'attaquer aux droits du travail. Les profits explosent pour Amazon, la grande distribution et les laboratoires pharmaceutiques, au détriment de tout le tissu des petits commerces et de l'artisanat, qui risquent de disparaître purement et simplement.

L'augmentation de la précarité, les vagues de suppressions d'emplois accroissent la misère dans nos villes, nos campagnes, nos quartiers populaires. Un million de personnes supplémentaires sont passées sous le seuil de pauvreté depuis le déclenchement de la pandémie.

Le gouvernement maltraite les « premiers de corvées », très majoritairement des femmes, qui risquent leur vie au quotidien, souvent dans le silence. Nous n'oublions pas que depuis des années, les gouvernements successifs ont œuvré au démantèlement du service de santé, de celui de l'éducation, et de tous les autres services publics, dans une logique de rentabilité, que les populations paient cher aujourd'hui. Les mauvais coups se multiplient : Loi de programmation de la recherche, création d'un forfait de 18 euros aux urgences de l'hôpital, le vote du Sénat pour une retraite à 63 ans et 43 années de cotisation et plus généralement la destruction de nos communs (environnement, sécurité sociale...).

Nous ne sommes pas dupes, le gouvernement profite de cette crise pour imposer ses réformes libérales et s'attaquer à nos libertés avec ses lois autoritaires. La loi de sécurité globale est l'instrument du pouvoir pour organiser son contrôle pernicieux contre toutes les aspirations démocratiques de la société civile. Elle doit être totalement retirée !

**Retrouvons-nous toutes et tous ensemble
samedi 5 décembre**

à 14h30 place Jean Jaurès à Tours

Manifestation déclarée en préfecture avec respect des gestes barrières